

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 49.144/2
DU 19 JANVIER 2011

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 27 décembre 2010, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal « modifiant l'arrêté royal du 13 décembre 2006 portant le statut des agents des services extérieurs de la Sûreté de l'État », a donné l'avis suivant :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'État attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du Gouvernement, la compétence de celui-ci se trouve limitée à l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien de la compétence ainsi limitée, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

*
* * *

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Fondement juridique

Dans sa version originale, l'article 35 de l'arrêté royal du 13 décembre 2006 portant le statut des agents des services extérieurs de la Sûreté de l'État était rédigé comme suit :

« Pour être admis au stage par l'administrateur général, les lauréats des sélections comparatives doivent :

1^o (...) ;

2^o (...) ;

3^o être titulaire d'un permis de conduire belge ou européen de la catégorie B et être titulaire, à la suite d'un examen médical subi devant un médecin de l'Office médico-social de l'État, d'un permis du groupe 2 en application de l'article 43, alinéa 1^{er}, 4^o, de l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire ;

4^o répondre aux conditions d'aptitudes médicales et physiques requises pour l'exercice de la fonction telles que fixées par la Ministre de la Justice ».

L'article 2 de l'arrêté royal du 31 octobre 2008 modifiant l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire ayant abrogé l'article 43, alinéa 1^{er}, 4^o, de l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire, l'article 7 de l'arrêté royal du 14 juillet 2010 modifiant l'arrêté royal du 13 décembre 2006 portant le statut des agents des

services extérieurs de la Sûreté de l'État a remplacé l'article 35, 3°, de l'arrêté royal du 13 décembre 2006, précité, par ce qui suit :

« 3° être titulaire d'un permis de conduire belge ou européen de la catégorie B ».

L'arrêté royal en projet vise à remplacer l'article 35, 4°, de l'arrêté royal du 13 décembre 2006, précité, de manière à insérer dans cet arrêté une annexe V énonçant les conditions d'aptitude médicale et physique requises pour le recrutement en qualité d'agent des services extérieurs de la Sûreté de l'État.

La question est de savoir si l'arrêté en projet trouve son fondement juridique, non seulement dans les articles 37 et 107, alinéa 2, de la Constitution, mais aussi dans l'article 5 de la loi du 28 janvier 2003 relative aux examens médicaux dans le cadre des relations de travail.

Invitée à expliquer pourquoi l'article 5 de la loi du 28 janvier 2003, précitée, serait applicable en l'espèce, la déléguée du ministre a répondu qu'il découlait de l'article 3, § 1^{er}, de la loi du 28 janvier 2003, précitée, « que des tests biologiques, des examens médicaux autres que l'examen génétique prévisionnel et le test de dépistage VIH sont possibles sous réserve de dispositions prises en application de l'article 5, alinéa 1^{er}, à savoir un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres. C'est la raison pour laquelle le projet d'arrêté royal vise l'article 5 de la loi du 28 janvier 2003 et ce, afin d'anticiper la réalisation d'un test qui s'avérerait nécessaire à la vérification d'un critère médical repris dans la future annexe V de l'arrêté royal du 13 décembre 2006 ».

Cette interprétation ne peut être suivie. L'article 3, § 1^{er}, de la loi du 28 janvier 2003, précitée, permet de soumettre les candidats travailleurs à des examens médicaux pour autant que ces examens visent à déterminer les aptitudes actuelles des intéressés et qu'ils sont justifiés par les caractéristiques spécifiques du poste à pourvoir. Un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres n'est requis, en vertu de l'article 5, alinéa 1^{er}, de la même loi, que pour la réalisation d'examens médicaux ne répondant pas à ces deux critères.

Il n'apparaît pas que la vérification des critères d'aptitude énumérés à l'annexe V en projet nécessite des tests biologiques, examens médicaux ou collectes d'informations qui seraient motivés par d'autres considérations que les aptitudes actuelles du candidat travailleur et les caractéristiques spécifiques du poste à pourvoir, au sens de l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 28 janvier 2003, précitée. L'arrêté royal en projet ne saurait dès lors avoir pour effet de lever, en application de l'article 5 de la même loi, une interdiction, inexistante en l'espèce.

Il suit de ce qui précède que l'arrêté royal en projet trouve son fondement juridique dans les seuls articles 37 et 107, alinéa 2, de la Constitution.

Examen du projet

Préambule

Alinéa 2

Ainsi qu'il a été exposé ci-dessus, l'arrêté en projet ne trouve pas de fondement légal dans l'article 5 de la loi du 28 janvier 2003, précitée. L'alinéa 2 du préambule sera dès lors omis.

Alinéa 3

Il n'est pas nécessaire de faire figurer le numéro des articles concernés par la modification envisagée. Une modification peut en effet consister également en un ajout de dispositions nouvelles dans l'acte modifié. En outre, en toute hypothèse, l'identification des articles concernés et la mention de leurs modifications antérieures résulteront de la simple lecture des dispositions modificatives de l'arrêté projeté ¹.

À l'alinéa 3, les mots « , l'article 35 » seront dès lors omis.

Dispositif

Article 2

L'article 2 sera rédigé comme suit :

« Dans le même arrêté, il est inséré une annexe V qui est jointe en annexe au présent arrêté » ².

¹ *Principes de technique législative – Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 30.

² *Ibid.*, formule F 4-2-13-4.

Article 3

Interrogée sur la question de savoir pourquoi l'article 3 du projet prévoit l'entrée en vigueur de celui-ci le jour de sa publication au Moniteur belge, la déléguée du ministre a répondu qu'il n'y avait pas d'objection à ce que le projet entre en vigueur dans le délai habituel de dix jours après la publication au Moniteur belge.

L'article 3 sera modifié en ce sens, conformément à l'article 6, alinéa 1^{er}, de la loi du 31 mai 1961 relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires.

Annexe

Dans l'en-tête de l'annexe, les mots « Annexe V – Conditions d'aptitudes médicales et physiques visées à l'article 35, 4^o, de l'arrêté royal du 13 décembre 2006 » seront remplacés par ce qui suit :

« Annexe V à l'arrêté royal du 13 décembre 2006 portant le statut des agents des services extérieurs de la Sûreté de l'État.

Conditions d'aptitudes médicales et physiques visées à l'article 35, 4^o »³.

³ *Ibid.*, formule F 4-2-13-4.

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	P. VANDERNOOT,	conseillers d'État,
Mesdames	M. BAGUET,	
	A.-C. VAN GEERSDAELE,	greffier.

Le rapport a été présenté par Mme W. VOGEL, premier auditeur.

LE GREFFIER

LE PRÉSIDENT

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 49.144/2
VAN 19 JANUARI 2011

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, tweede kamer, op 27 december 2010 door de Minister van Justitie verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 13 december 2006 houdende het statuut van de ambtenaren van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat", heeft het volgende advies gegeven:

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht op het feit dat, wegens het ontslag van de regering, de bevoegdheid van deze laatste beperkt is tot het afhandelen van de lopende zaken. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling Wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de regering in aanmerking kan nemen als zij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

*
* *

Aangezien de adviesaanvraag is ingediend op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten, haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Rechtsgrond

De oorspronkelijke versie van artikel 35 van het koninklijk besluit van 13 december 2006 houdende het statuut van de ambtenaren van de buitendiensten van de veiligheid van de Staat luidde als volgt:

"Om door de administrateur-generaal toegelaten te worden tot de stage, moeten de geslaagden van de vergelijkende selecties:

1° (...);

2° (...);

3° houder zijn van een Belgisch of Europees rijbewijs geldig voor het besturen van voertuigen van categorie B en houder zijn, na een medisch onderzoek afgelegd voor een geneesheer van de Sociaal-Medische Rijksdienst, van een bewijs voor groep 2 in toepassing van artikel 43, eerste lid, 4°, van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs;

4° beantwoorden aan de vereisten van medische en lichamelijke geschiktheid voor de uitoefening van de functie, zoals vastgelegd door de Minister van Justitie".

Aangezien artikel 2 van het koninklijk besluit van 31 oktober 2008 tot wijziging van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs artikel 43, eerste lid, 4°, van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs heeft opgeheven, heeft artikel 7 van het koninklijk besluit van 14 juli 2010 tot wijziging van het koninklijk besluit van 13 december 2006 houdende het statuut van de ambtenaren van de buitendiensten van de veiligheid van de Staat artikel 35, 3°, van het voormelde koninklijk besluit van 13 december 2006 vervangen als volgt:

" 3° in het bezit zijn van een Belgisch of Europees rijbewijs van categorie B".

Het ontworpen koninklijk besluit strekt ertoe artikel 35, 4°, van het voormelde koninklijk besluit van 13 december 2006 te vervangen, om in dat besluit een bijlage V op te nemen waarin de vereisten inzake medische en lichamelijke geschiktheid worden vermeld waaraan men moet voldoen om te kunnen worden aangeworven als ambtenaar bij de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat.

De vraag rijst of het ontworpen besluit zijn rechtsgrond niet alleen ontleent aan de artikelen 37 en 107, tweede lid, van de Grondwet, maar ook aan artikel 5 van de wet van 28 januari 2003 betreffende de medische onderzoeken die binnen het kader van de arbeidsverhoudingen worden uitgevoerd.

Op de vraag waarom artikel 5 van de voormelde wet van 28 januari 2003 *in casu* van toepassing zou zijn, heeft de gemachtigde van de minister geantwoord dat uit artikel 3, § 1, van de voormelde wet van 28 januari 2003 voortvloeit "que des tests biologiques, des ...13 décembre 2006".

Deze interpretatie kan niet worden onderschreven. Artikel 3, § 1, van de voormelde wet van 28 januari 2003 maakt het mogelijk kandidaat-werknemers medisch te onderzoeken voor zover die onderzoeken ertoe strekken de huidige geschiktheid van de belanghebbenden vast te stellen en ze gerechtvaardigd worden door de specifieke kenmerken van de openstaande betrekking. Krachtens artikel 5, eerste lid, van dezelfde wet is een koninklijk besluit, vastgesteld na overleg in de Ministerraad, slechts vereist voor het verrichten van medische onderzoeken die niet aan die twee criteria voldoen.

Het laat zich niet aanzien dat de controle van de geschiktheidscriteria die worden opgenoemd in de ontworpen bijlage V, biologische tests, medische onderzoeken of het verzamelen van inlichtingen vereist die zouden worden gemotiveerd met andere overwegingen dan de huidige geschiktheid van de kandidaat-werknemer en de specifieke kenmerken van de openstaande betrekking, in de zin van artikel 3, § 1, eerste lid, van de voormelde wet van 28 januari 2003. Het ontworpen koninklijk besluit kan dan ook niet tot gevolg hebben dat, met toepassing van artikel 5 van dezelfde wet, een in casu onbestaand verbod wordt opgeheven.

Uit het voorgaande volgt dat het ontworpen koninklijk besluit zijn rechtsgrond uitsluitend ontleent aan de artikelen 37 en 107, tweede lid, van de Grondwet.

Onderzoek van het ontwerp

Aanhef

Tweede lid

Zoals hierboven is uiteengezet, ontleent het ontworpen besluit geen rechtsgrond aan artikel 5 van de voormelde wet van 28 januari 2003. Het tweede lid van de aanhef moet bijgevolg vervallen.

Derde lid

Het is niet nodig om de nummers van de artikelen te vermelden waarop de ontworpen wijziging betrekking heeft. Een wijziging kan immers eveneens bestaan in de toevoeging van nieuwe bepalingen aan de te wijzigen tekst. Bovendien zullen de betrokken artikelen en de vermelding van hun vroegere wijzigingen hoe dan ook herkenbaar zijn bij het lezen van de wijzigingsbepalingen van het ontworpen besluit ¹.

In het derde lid dienen de woorden "artikel 35" bijgevolg te vervallen.

¹ *Beginselen van de wetgevingstechniek – Handleiding voor het redigeren van voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", aanbeveling nr 30.

Dispositief

Artikel 2

Artikel 2 dient te worden geredigeerd als volgt:

"In hetzelfde besluit wordt een bijlage V ingevoegd die als bijlage is gevoegd bij dit besluit" ².

Artikel 3

Op de vraag waarom artikel 3 van het ontwerp de inwerkingtreding ervan vaststelt op de dag van de bekendmaking ervan in het Belgisch Staatsblad heeft de gemachtigde van de minister geantwoord dat er geen bezwaar tegen was het ontwerp in werking te laten treden binnen de gebruikelijke termijn van tien dagen na de bekendmaking in het Belgisch Staatsblad.

Artikel 3 moet in die zin worden gewijzigd overeenkomstig artikel 6, eerste lid, van de wet van 31 mei 1961 betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen.

Bijlage

In het opschrift van de bijlage worden de woorden "Bijlage V - Vereisten van medische en fysieke geschiktheid bedoeld in artikel 35, 4°, van het koninklijk besluit van 13 december 2006" vervangen als volgt:

"Bijlage V bij het koninklijk besluit van 13 december 2006 houdende het statuut van de ambtenaren van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat.

Vereisten van medische en lichamelijke geschiktheid bedoeld in artikel 35, 4°" ³.

² *Ibid.*, formule F 4-2-13-4.

³ *Ibid.*, formule F4-2-13-4.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	P. VANDERNOOT,	staatsraden,
de Dames	M. BAGUET,	
	A.-C. VAN GEERSDAELE,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. W. VOGEL, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van Mevr. M. BAGUET.

DE GRIFFIER

DE VOORZITTER

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS